

Déclaration du SNUEP-FSU CSA 20/03/2025

L'organisation du parcours en Y du Baccalauréat Professionnel est catastrophique. Si l'objectif affiché de mieux préparer les élèves à une poursuite d'études est louable, ses méthodes et son organisation provoquent la consternation chez les PLP comme chez de nombreux chefs d'établissements.

En effet, il est difficile de croire qu'une période de six semaines de « préparation », dans lesquels on inclut des heures de « projet », de « compétences psycho-sociales », ou de « travail en autonomie » au détriment de contenus disciplinaires puisse véritablement changer la donne pour nos élèves. Nous rappelons d'abord qu'une note de service ou une circulaire ne sont pas des décrets, qu'une grille horaire est bien parue, mais à titre indicatif, et que les ressources publiées sur Eduscol ne sont aucunement des injonctions. Et heureusement ! Aucune « Promenade dans un parc à l'écoute de son environnement », aucun « atelier de yoga, méditation ou sophrologie » ne sauraient remédier aux 170 heures de cours supprimées par la dernière réforme en date. Quant aux fameuses « Compétences Psycho-Sociales » ou « soft skills », il est complètement aberrant de vouloir les enseigner en tant que telles, détachées de tout contenu disciplinaire, comme si elles étaient intrinsèquement des objets d'études. Laissons les enseignants, dans le cadre de leur programme, enseigner l'art de la prise de parole, du travail d'équipe, de la résolution de problèmes etc., comme ils le font déjà depuis longtemps, en lien avec les compétences nécessaires à leurs disciplines. De plus, dans une société où les sciences et la démarche scientifique sont violemment contestées et menacées, nous serons vigilants face aux risques d'entrisme de pseudo-sciences ou de théories New Age à l'intérieur de l'Éducation Nationale.

Nos élèves sont à un âge fragile et on ne peut confier à n'importe qui la « gestion de leurs émotions ». Le travail « en mode projet » revient également constamment dans les préconisations ministérielles. Il s'agirait donc pour les enseignants de rivaliser d'ingéniosité pour bricoler en fin d'année des « projets » peu onéreux, voire gratuits, car les budgets de nos LP sont dans le rouge, ce que semble ignorer le Ministère. Une année supplémentaire de consolidation aurait été bien plus bénéfique qu'une réforme maladroite et difficilement applicable par les chefs d'établissements. Nous exigeons donc le retour des examens ponctuels en Juin.

Les effectifs augmentent dans les LP et nous nous en réjouissons. Nous déplorons en revanche que des moyens conséquents ne soient pas déployés pour systématiser les cours en demi-groupe. Cette mesure serait justement très efficace pour mieux préparer nos élèves, en difficulté, à une poursuite d'études ou à une insertion professionnelle réussie.

Nous souhaitons également dénoncer la multiplication des postes de SPEN et de SPEA. Cette tendance a pour conséquence de bloquer le mouvement inter et intra, ce qui est problématique pour de nombreux enseignants qui veulent revenir dans notre académie ou bouger dans celle-ci. De plus, nous manquons chaque année de candidats aux concours, rebutés par les faibles salaires, les conditions de travail, et les procédures de mutation. Sur ce dernier point, la multiplication des postes à profil spécifique aggrave encore le manque d'attractivité du métier d'enseignant.

Enfin, nous souhaitons exprimer notre indignation face aux convocations nombreuses de certains enseignants en tant que jurys d'examen pour les diplômes ponctuels des CFA privés ou des centres de formation continue début mai, avant les épreuves ponctuelles de nos élèves. Cette pratique est inacceptable. En effet, elle contraint les enseignants à anticiper la mise en place des Contrôles en Cours de Formation avant avril, ce qui réduit encore davantage le temps de formation des élèves dans les lycées professionnels et les pénalise. En ce qui nous concerne, l'intérêt de nos élèves de lycées professionnels doit primer sur celui des autres publics des établissements privés.